

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE 1991-1992 (*)

29 AVRIL 1992

PROJET DE LOI

**ajustant le Budget général
des dépenses de l'année
budgétaire 1991 —
Section 16 « Défense nationale »**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
LA DEFENSE NATIONALE (1)

PAR
M. DE BREMAEKER

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné le présent projet de loi lors de sa réunion du 21 avril 1992. Ce projet avait été déposé le 15 juillet 1991 et relevé de caducité par

Ce projet de loi a été examiné en réunion publique de commission.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Devolder.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Cauwenberghs, Dhoo-
re, Ghesquière, Sarens, Van
Hecke.
P.S. MM. Biefnot, Henry, Sant-
kin, Van der Biest.
S.P. MM. Chevalier, De Bremae-
ker, Hostekint.
P.V.V. MM. Demeulenaere, Devol-
der, Van Mechelen.
P.R.L. MM. De Decker, Saulmont.
P.S.C. MM. Beaufays, Sénéca.
Ecolo/ MM. Dallons, Van Diende-
Agalev ren
VI. M. Spinnewyn.
Blok
V.U. M. Candries.

B. — Suppléants :

MM. Brouns, Moors, Taylor, Van
Looy, N., N.
MM. Charlier (G.), Harmegnies (Y.),
Janssens, Perdiou, N.
MM. Baldewijns, Bourgois (M.),
Peeters (J.), Swennen.
MM. Cordeel, Kempinaire, Vaut-
mans, Van houtte.
MM. Damseaux, Pivin, Simonet.
MM. Charlier (Ph.), Gehlen, Pon-
celet.
MM. Barbé, Morael, Winkel.
MM. Dewinter, Van Overmeire.
MM. Anciaux, Coveliers.

Voir :

- 433 - 91 / 92 (S.E.) : — N° 1.

(*) Première session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (*)

29 APRIL 1992

WETSONTWERP

**houdende aanpassing van de
Algemene uitgavenbegroting voor
het begrotingsjaar 1991 —
Sectie 16 « Landsverdediging »**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE LANDSVERDEDIGING (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER DE BREMAEKER

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 21 april 1992. Het werd op 15 juli 1991 ingediend en van verval ontheven bij

Dit wetsontwerp werd besproken in openbare commissievergadering.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Devolder.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Cauwenberghs, Dhoo-
re, Ghesquière, Sarens, Van
Hecke.
P.S. HH. Biefnot, Henry, Sant-
kin, Van der Biest.
S.P. HH. Chevalier, De Bremae-
ker, Hostekint.
P.V.V. HH. Demeulenaere, Devol-
der, Van Mechelen.
P.R.L. HH. De Decker, Saulmont.
P.S.C. HH. Beaufays, Sénéca.
Ecolo/ HH. Dallons, Van Diende-
Agalev ren
VI. H. Spinnewyn.
Blok
V.U. H. Candries.

B. — Plaatsvervangers :

HH. Brouns, Moors, Taylor, Van
Looy, N., N.
HH. Charlier (G.), Harmegnies (Y.),
Janssens, Perdiou, N.
HH. Baldewijns, Bourgois (M.),
Peeters (J.), Swennen.
HH. Cordeel, Kempinaire, Vaut-
mans, Van houtte.
HH. Damseaux, Pivin, Simonet.
HH. Charlier (Ph.), Gehlen, Pon-
celet.
HH. Barbé, Morael, Winkel.
HH. Dewinter, Van Overmeire.
HH. Anciaux, Coveliers.

Zie :

- 433 - 91 / 92 (B.Z.) : — N° 1.

(*) Eerste zitting van de 48^e zittingsperiode.

la loi du 28 mars 1992 portant diverses dérogations à l'article 1^{er} de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de la loi antérieurement déposés.

Le budget administratif ajusté y afférent (Doc. Chambre n° 5/26-1722/1-90/91) avait été distribué le 23 juillet 1991.

*
* *

Le présent projet de loi n° 5/26-1712/1 du 15 juillet 1991 régularise la délibération n° 3096 du Conseil des Ministres en date du 6 juin 1991, conformément à l'article 44 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat (*Moniteur belge* du 21 août 1991). La délibération précitée a donné lieu à des observations formulées par la Cour des Comptes dans sa lettre du 19 juin 1991.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Un Ministre peut demander, dans les cas urgents et imprévus, une délibération du Conseil des ministres pour solliciter de nouveaux crédits ou des crédits supplémentaires.

Cette délibération doit toutefois recevoir ultérieurement l'approbation formelle du Parlement par le biais d'un « ajustement du budget général des Dépenses ».

Le projet de loi n° 1712/1 (du 15 juillet 1991) invite le Parlement à approuver les crédits d'engagement, à concurrence de 3 011,3 millions de francs, octroyés par la délibération du Conseil des ministres du 6 juin.

Eu égard aux moyens budgétaires limités, il ne sera pas possible de remplacer les appareils F-16 vers l'an 2000. Les avions F-16 déjà achetés doivent dès lors faire l'objet d'un programme de modernisation.

Ces crédits étaient donc nécessaires pour pouvoir signer le contrat concernant la phase de développement du programme Mid Life Update F-16, pour lequel le précédent Ministre de la Défense nationale avait reçu l'aval du Conseil des ministres le 3 mai 1991.

A vrai dire, des dispositions budgétaires avaient été prises dès la signature du contrat du Follow-on-Buy (FOB) F-16 en 1983, en vue de financer les modifications apportées à ce programme.

Ce n'est que tout récemment qu'il s'est avéré que la législation américaine requérait un contrat distinct pour ce programme d'amélioration (MLV-F-16) et qu'il était impossible de lier ce dernier au contrat FOB.

C'est pourquoi aucun crédit spécifique n'avait été inscrit au Budget général des Dépenses en 1991,

de la loi du 28 mars 1992 houdende verscheidene afwijkingen van artikel 1 van de wet van 3 maart 1977 betreffende de gevolgen van de ontbinding van de Wetgevende Kamers ten aanzien van de vroeger ingediende ontwerpen en voorstellen van wet.

De desbetreffende aangepaste administratieve begroting (Stuk Kamer n° 5/26-1722/1-90/91) werd op 23 juli 1991 rondgedeeld.

*
* *

Het onderhavig wetsontwerp n° 5/26-1712/1 van 15 juli 1991 regulariseert de beraadslaging n° 3096 van de Ministerraad dd. 6 juni 1991, overeenkomstig artikel 44 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1991). Genoemde beraadslaging gaf aanleiding tot opmerkingen van het Rekenhof, bij brief van 19 juni 1991.

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING

In onvoorziene en dringende gevallen kan een Minister een beraadslaging vragen van de Ministerraad om bijkomende of nieuwe kredieten te bekomen.

Deze beraadslaging dient evenwel later formeel door het Parlement te worden goedgekeurd via een « aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting ».

Het wetsontwerp n° 1712/1 (van 15 juli 1991) vraagt het Parlement de vastleggingskredieten, ten belope van 3 011,3 miljoen frank, die door de beraadslaging van de Ministerraad van 6 juni werden toegekend, goed te keuren.

Gezien de beperkte budgettaire middelen is het niet mogelijk het huidige F-16 toestel te vervangen rond het jaar 2000, derhalve moeten de reeds aangekochte F-16 vliegtuigen onderworpen worden aan een verbeteringsprogramma.

Deze kredieten waren dus nodig om het contract voor de ontwikkelingsfase van het F-16 Mid Life Update programma te kunnen ondertekenen, waarvoor de vorige Minister van Landsverdediging de toelating had gekregen tijdens de Ministerraad van 3 mei 1991.

Eigenlijk waren reeds tijdens de ondertekening van het F-16 Follow-on-Buy (FOB) contract in 1983 budgettaire voorzieningen getroffen om deze modificaties van het programma te dekken.

Slechts zeer recent is gebleken dat de Amerikaanse wetgeving een afzonderlijk contract vereiste voor dit verbeteringsprogramma (MLV-F-16) en dat de koppeling met het FOB contract onmogelijk was.

Om deze redenen was geen specifieke inschrijving voorzien in de Algemene Uitgavenbegroting 1991,

alors qu'à la suite de la délibération du Conseil des ministres, les engagements 1983 (42,1 milliards de francs) ont, en compensation, été réduits de 3 milliards de francs.

Il convient par ailleurs de souligner que cette délibération n'entraîne aucune inscription de moyens de paiement supplémentaires.

II. — DISCUSSION ET VOTES

M. Van Mechelen relève que ce n'est finalement qu'à l'occasion de l'évocation du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1993, qu'il sera possible de se faire une idée des moyens financiers qui seront consacrés à la Défense nationale dans les années à venir. Des membres du Gouvernement ont d'ailleurs dernièrement fait valoir que ces moyens se devaient d'être singulièrement réduits.

Dans ces conditions, est-il encore indiqué d'autoriser une augmentation des crédits d'engagement, à concurrence d'un montant de 3 011,3 millions de francs, et celle-ci cadre-t-elle effectivement dans la future gestion du Département ?

Peut-on d'autre part déjà se faire une idée des missions et des tâches que la Belgique aura à assumer au sein de l'OTAN et surtout savoir quel rôle sera dévolu à la Force aérienne dans l'exécution de celles-ci ?

Le Ministre fait valoir que l'assainissement budgétaire qui vient d'être décidé vise en fait le Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1992. Le Département s'est ainsi engagé à réaliser près de quatre milliards de francs d'économies. Le budget de 1993 sera établi dans la même optique mais il est prématuré d'en dévoiler toutes les orientations.

A une question en ce sens de *M. Van Mechelen*, le Ministre confirme que l'engagement des crédits précités a effectivement déjà eu lieu. L'ajustement du Budget général ne pourra toutefois se faire qu'après que le Parlement en ait approuvé le principe.

Pour le reste, le contrat de développement Mid Life Update F-16 se trouve dans sa première phase, celle de l'étude. Ne pas y participer aurait des conséquences importantes, notamment sur le prix à payer ultérieurement pour l'adaptation des F-16. Cinq pays membres de l'OTAN sont d'ailleurs associés à ce projet.

M. De Decker concède que la modernisation des F-16 est effectivement nécessaire et qu'elle est même prévue depuis très longtemps. Il souhaiterait toutefois, dans la mesure du possible, être informé des compensations économiques liées à ce marché. Comment les contrats seront-ils négociés et quelles sont les firmes belges en lice pour participer à cette modernisation des F-16 des 5 pays concernés ?

Le Ministre précise qu'à ce sujet, il poursuit les contacts avec le Ministre des Affaires économiques,

terwijl na de beraadslaging van de Ministerraad een compenserende visumvermindering van de vastleggingen 1983 (42,1 miljard frank) werd uitgevoerd van 3 miljard frank.

Het weze nog opgemerkt dat deze beraadslaging geen aanleiding geeft tot inschrijving van bijkomende betalingsmiddelen.

II. — BESPREKING EN STEMMINGEN

De heer Van Mechelen merkt op dat men zich uiteindelijk pas bij de behandeling van de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1993 een beeld zal kunnen vormen van de financiële middelen die in de komende jaren aan Defensie zullen worden besteed. Sommige regeringsleden hebben er overigens op gewezen dat die middelen drastisch zouden moeten worden ingekrompen.

Is het derhalve nog wel aangewezen om een verhoging van de vastleggingskredieten met 3 011,3 miljoen frank toe te staan en hoe valt die verhoging te rijmen met het toekomstige beleid van het departement ?

Kan men overigens nu al zeggen welke opdrachten en taken aan België in NAVO-verband zullen worden gegeven en, wat nog belangrijker is, kan men nu al uitsluitel geven over de toekomstige rol van de Luchtmacht bij de uitvoering daarvan ?

De Minister merkt op dat de geplande begrotings-sanering in feite betrekking heeft op de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1992. Het departement heeft bijna 4 miljard frank besparingen toegezegd. De begroting voor 1993 zal in hetzelfde perspectief worden opgemaakt, maar het is nog te vroeg om nu al in bijzonderheden aan te geven hoe dat in de praktijk zal verlopen.

In antwoord op een desbetreffende vraag van *de heer Van Mechelen* bevestigt de Minister dat de voormelde kredieten wel degelijk reeds werden vastgelegd. De aanpassing van de Algemene Begroting kan evenwel niet eerder plaatsvinden dan nadat het Parlement het beginsel ervan heeft goedgekeurd.

Voor het overige bevindt het ontwikkelingscontract Mid Life Update F-16 zich in zijn eerste fase, met name die van de studie. Als wij ons daarbij afzijdig zouden houden, zou dat ernstige gevolgen kunnen hebben en zulks meer bepaald inzake de prijs die wij achteraf voor de aanpassing van de F-16 zouden moeten betalen. Bij dat project zijn trouwens vijf NAVO-Lid-Staten betrokken.

De heer De Decker geeft toe dat de modernisering van de F-16 noodzakelijk is en reeds lang in uitzicht wordt gesteld. Hij zou niettemin in de mate van het mogelijke graag vernemen welke economische compensaties aan die operatie verbonden zijn. Hoe zal over die contracten worden onderhandeld en welke Belgische firma's zijn met elkaar in concurrentie om de order voor de modernisering van de F-16-toestellen van de 5 betrokken landen in de wacht te slepen ?

De Minister verklaart dat hij in dat verband voortdurend in contact blijft met de Minister van Econo-

puisque'il s'agit là de compétences partagées entre leurs deux Départements. Les entreprises suivantes sont concernées :

- ALCATEL-BELL
- SABCA
- SONACA
- FABRISYS
- E 25
- BIM

A ce même propos, les négociations avec General Dynamics sont également en cours.

Pour ce qui concerne les implications régionales de ce marché, le Ministre ajoute qu'une participation de l'ordre de 35 millions de francs a été demandée aux Régions flamande et wallonne. La Région wallonne a déjà marqué son accord, ce qui n'est pas encore le cas de la Région flamande. Ici aussi, les contacts se poursuivent avec les instances concernées. L'apport national est ici de 103 millions.

*
* *

Le Président informe la Commission que la Cour des Comptes a formulé au sujet du budget administratif ajusté, le 9 avril 1992, les observations suivantes : « La Cour a l'honneur de vous faire savoir qu'elle a examiné, sur la base de l'article 20 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les budgets administratifs ajustés de la Défense nationale pour l'année 1991, déposés à l'occasion des projets de lois ajustant le budget général des dépenses pour la même année — Section 16 « Défense nationale » (Doc. Chambre n° 5/26 - 1712/1- 90/91 et 5/26-1722/1-90/91), et qu'elle n'a pas d'observations à formuler à propos de la conformité de ces documents au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses ajusté. »

Pour être tout à fait complet, il y a lieu de rappeler qu'en ce qui concerne les délibérations du Conseil des ministres, l'article 44 précité des lois coordonnées sur la Comptabilité de l'Etat dispose que le Conseil des ministres ventile directement en allocations de base les montants des autorisations données au-delà ou en dehors des crédits ouverts par la loi; autrement dit le budget est ajusté immédiatement. Néanmoins, un projet de budget administratif ajusté « formel » est encore transmis aux Chambres; dans le cas présent, cela fut fait le 25 juillet 1991 (Doc. Chambre n° 5/26-1721).

*
* *

Les articles et l'ensemble du projet sont adoptés par 10 voix et 4 abstentions.

Le Rapporteur,

J. DE BREMAEKER

Le Président a.i.,

L. DHOORE

mische Zaken aangezien de desbetreffende bevoegdheden tussen hun beide departementen verdeeld zijn. De volgende ondernemingen zijn bij het project betrokken :

- ALCATEL-BELL
- SABCA
- SONACA
- FABRISYS
- E 25
- BIM

Voorts zijn onderhandelingen aan de gang met General Dynamics.

Met betrekking tot de gewestelijke consequenties van de transactie merkt de Minister voorts op dat van het Vlaamse en het Waalse Gewest een bijdrage van ongeveer 35 miljoen frank gevraagd is. Het Waalse Gewest heeft daar reeds zijn instemming mee betuigd, maar het Vlaamse Gewest nog niet. Ook hier blijft het departement in contact met de betrokken instanties. De nationale inbreng bedraagt 103 miljoen.

*
* *

De Voorzitter brengt er de Commissie van op de hoogte dat het Rekenhof op 9 april 1992 de volgende opmerkingen heeft gemaakt betreffende de aangepaste administratieve begroting : « Het Hof heeft de eer U mede te delen dat het bij toepassing van artikel 20 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, de aangepaste administratieve begrotingen van het Ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1991 heeft onderzocht, die als bijlage bij de wetsontwerpen tot aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor hetzelfde jaar — Afdeling 16 « Landsverdediging » werden ingediend (Stukken Kamer n° 5/26-1712/1-90/91 en 5/26-1722/1-90/91) en dat het geen opmerkingen heeft inzake de overeenstemming van die documenten met de inhoud en de doelstellingen van de aangepaste algemene uitgavenbegroting. »

Volledigheidshalve zij er nog aan herinnerd dat, wat de zogenaamde beraadslagingen van de Ministerraad betreft, voorgenemd artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit bepaalt dat de Ministerraad de bedragen die boven of naast de door de wet geopende kredieten worden verleend meteen in basisallocaties verdeelt; met andere woorden de administratieve begroting wordt meteen aangepast. Niettemin wordt nog een « formeel » ontwerp van aangepaste administratieve begroting aan de Kamers overgezonden; zulks gebeurde in onderhavig geval op 25 juli 1991 (Stuk Kamer n° 5/26-1722/1).

*
* *

De artikelen en het gehele ontwerp worden aangenomen met 10 stemmen en 4 onthoudingen.

De Rapporteur,

J. DE BREMAEKER

De Voorzitter a.i.,

L. DHOORE